



Conseil économique et social

Distr. générale
16 juin 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Points 12 f) et g) de l'ordre du jour

**Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions :**

**Pays d'Afrique sortant d'un conflit
Développement durable au Sahel**

Mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud et à la région du Sahel par les organismes des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général*

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la décision 2021/242 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil avait prié le Secrétaire général de lui présenter pour examen, à sa session de 2023, un rapport sur la mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud par les organismes des Nations Unies, au titre de la question subsidiaire intitulée « Pays d'Afrique sortant d'un conflit » de la question intitulée « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions ». Par la suite, dans sa décision 2022/350 sur le développement durable au Sahel, le Conseil a demandé au Secrétaire général de lui rendre compte, à sa session de 2023, au titre de la question subsidiaire intitulée « Développement durable au Sahel » de la question intitulée « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions », de la manière dont les organismes des Nations Unies apportaient un appui intégré, cohérent et coordonné à la réalisation du développement durable dans la région du Sahel, dans la limite des ressources disponibles.

* Le présent document est soumis tardivement pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



II. Soudan du Sud

A. Contexte national

2. Le Soudan du Sud est la nation la plus jeune du monde, ayant obtenu son indépendance du Soudan en 2011. Cependant, depuis l'indépendance, le pays est en proie à des défis multiples et complexes. Il s'agit notamment de l'instabilité politique, de la violence prolongée ayant des effets désastreux sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, des inondations des quatre dernières années et de l'escalade des crises humanitaires et économiques.

3. Des évolutions positives ont également été enregistrées. C'est ainsi que la production céréalière nette des petits exploitants, qui est essentielle à la sécurité alimentaire, a atteint environ 936 200 tonnes en 2022, soit 11,5 % de plus que celle de 2021 et 15,8 % de plus que la moyenne des cinq années précédentes. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la sécurité qui a incité certains ménages déplacés à regagner leur lieu d'origine et à se livrer à des activités agricoles, ainsi qu'à encourager les agriculteurs à étendre leurs plantations à des champs plus éloignés de leurs exploitations familiales.

4. Néanmoins, la situation en matière de politique, de paix et de sécurité continue de pâtir du retard sur le calendrier de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud et de la persistance des violences intercommunautaires dans le pays.

5. L'équilibre des forces dans le pays continue d'obéir à des critères ethniques, divers groupes se disputant le pouvoir et le contrôle des terres et d'autres ressources. Les forces de sécurité et d'autres acteurs ont été accusés de violations des droits humains, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de tortures et de viols. La création du Tribunal mixte du Soudan du Sud et la rédaction de la Constitution ainsi que l'adoption du projet de loi relatif à la lutte contre la corruption, du projet de loi relatif à la Chambre nationale de l'audit, du projet de loi sur la gestion des finances publiques et la responsabilité financière et du projet de loi sur la gestion des recettes pétrolières ont pris du retard. La gestion des ressources pétrolières manque de transparence et le budget national accuse souvent du retard pouvant aller, dans certains cas jusqu'à 12 mois.

6. La situation humanitaire demeure catastrophique et des millions de personnes ont besoin d'aide. Environ 9,4 millions de personnes dans le pays devraient avoir besoin d'une aide humanitaire, notamment de vivres, d'abris et de soins de santé en 2023. La crise humanitaire a également entraîné d'importants déplacements de population : plus de quatre millions de personnes ont été déplacées ou ont cherché refuge dans les pays voisins. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), un système de santé en difficulté et la guerre en Ukraine, ont aggravé ces problèmes.

7. L'urgence climatique a des incidences de plus en plus notables au Soudan du Sud. Le pays est fortement exposé et vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes, notamment aux inondations et aux sécheresses. Il doit faire face aux conséquences des graves inondations des quatre dernières années, qui ont déplacé des milliers de personnes, détruit les cultures et les infrastructures et eu des répercussions sur la sécurité alimentaire.

8. Au Soudan du Sud, les moyens de subsistance dépendent à 80 % des cultures sèches traditionnelles et des autres cultures, du pastoralisme et de l'élevage. Les chocs climatiques continuent d'accentuer la situation déjà fragile de la sécurité alimentaire. La sous-nutrition est extrême, et les populations ont largement épuisé leurs stratégies d'adaptation d'urgence. Au plus fort de la période de soudure (avril-juillet 2023), 7,76

millions de personnes (62,7 % de la population sud-soudanaise) devraient faire face à une insécurité alimentaire aiguë sévère (phase 3 ou phase supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire).

9. La situation économique demeure précaire : le pays est fortement tributaire des exportations de pétrole, l'inflation est galopante, la monnaie se déprécie et le niveau d'endettement est élevé. Les exportations de pétrole représentent la quasi-totalité des recettes d'exportation du pays et contribuent à plus de 90 % des recettes publiques¹. Le pays est aussi fortement tributaire des importations de biens et de produits de base essentiels, notamment les denrées alimentaires et le pétrole raffiné. La pandémie de COVID-19 a également eu une incidence sur l'économie, avec une baisse des prix du pétrole pendant une période et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Le Gouvernement s'attache à diversifier l'économie et à attirer les investissements, mais les progrès sont lents.

B. Principaux problèmes de développement du Soudan du Sud

10. Le Soudan du Sud continue de se heurter à de graves difficultés dans la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ses progrès sur la voie des 17 objectifs de développement durable sont sérieusement entravés par les conflits et la violence, décrits plus en détail ci-dessus. Sur les quelque 12,2 millions de personnes vivant à l'intérieur des frontières du pays, on estime à plus de huit millions le nombre d'entre elles qui sont en proie à l'extrême pauvreté (objectif 1) et ont besoin d'une certaine forme d'aide humanitaire. Comme indiqué ci-dessus, l'insécurité alimentaire et la malnutrition posent des problèmes majeurs, les enfants souffrant de retards de croissance et d'émaciation (objectif 2).

11. Il y a eu peu de progrès voire aucun sur les objectifs 3 à 6 au cours des dernières années. L'espérance de vie à la naissance reste l'une des plus faibles au monde : 56,4 ans pour les hommes et 59,4 ans pour les femmes en 2019. Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé au monde avec 789 décès pour 100 000 naissances vivantes. La majorité de la population n'a pas accès à des sources d'eau ou à des installations sanitaires gérées en toute sécurité, ce qui contribue à des résultats médiocres en matière de santé et de nutrition. Le pays a également l'un des taux d'alphabétisation les plus bas du monde, avec 34,5 % de la population adulte (28,9 % pour les femmes) selon la Banque mondiale, tandis que l'on estime à 2,8 millions le nombre d'enfants non scolarisés (59 % de tous les enfants âgés de 3 à 17 ans, dont 53 % de filles). Les possibilités d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour les jeunes sont limitées, la demande étant supérieure à l'offre.

12. La violence fondée sur le genre, la discrimination, les mariages d'enfants et les grossesses précoces continuent d'entraver le développement socioéconomique des femmes et des jeunes filles. Ces états de fait sont perpétués par les conflits, l'affaiblissement des systèmes de soutien communautaire et social et les normes culturelles, auxquels s'ajoutent une disponibilité et un accès limités aux services de prévention et d'intervention. En outre, les moyens et les investissements ne suffisent pas pour lutter contre la violence fondée sur le genre. L'investissement national dans la protection sociale est également faible, la plupart des transferts en espèces assortis ou non de conditions, les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et une certaine aide à la subsistance étant assurés par des bailleurs de fonds.

¹ En 2021, les principales exportations du Soudan du Sud sont le pétrole brut (455 millions de dollars), le pétrole raffiné (84,9 millions de dollars), les cultures fourragères (9,75 millions de dollars), les oignons (2,1 millions de dollars) et la viande ovine et caprine (1,99 million de dollars).

13. La forte dépendance du Soudan du Sud à l'égard du pétrole n'a offert que peu de possibilités d'emplois décentes et formels, environ 80 % de la population pratiquant l'agriculture de subsistance. Elle a également laissé le pays surexposé aux fluctuations des marchés mondiaux et vulnérable à l'instabilité régionale². Les déplacements et l'insécurité ont empêché de nombreux ménages (en particulier les ménages dirigés par des femmes) d'accéder aux terres agricoles pendant les périodes de semences, de croissance et de récolte. Bien que la loi foncière de 2009 permette à tous les citoyens de posséder des terres et d'y accéder indépendamment de leur sexe, de leur appartenance ethnique ou de leur religion, de nombreuses femmes continuent d'être victimes de discriminations en raison de lois et de pratiques patriarcales.

14. L'infrastructure énergétique est sous-développée, le raccordement au réseau électrique, limité et les niveaux d'investissement, faibles. Moins de 8 % de la population a accès à l'électricité. La majorité d'entre elle utilise des combustibles traditionnels issus de la biomasse pour cuisiner et se chauffer, ce qui contribue à la déforestation et à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. Cette dépendance tient au manque d'investissements dans le secteur de l'énergie, y compris les sources d'énergies renouvelables. Seul 1 % des 20 000 km du réseau routier sud-soudanais est asphalté. Il s'agit d'un obstacle de taille au commerce et à l'intégration des marchés, qui réduit la capacité de l'économie de répondre à l'offre et à la demande et contribue au coût élevé de la fourniture de l'aide humanitaire. L'insuffisance des infrastructures de transport et de communication a conduit à une marginalisation persistante et à un accès inéquitable aux perspectives sociales et économiques pour de nombreuses personnes.

15. Le cycle budgétaire national peut être caractérisé par la faiblesse du régime de contrôle et par la non prise en compte des questions de genre, les allocations, l'exécution et les dépenses faisant ressortir des divergences.

16. Les forces de l'ordre manquent de ressources et disposent de peu de moyens pour appréhender les suspects et les traduire en justice. Dans le même temps, le nombre et la capacité limités des tribunaux généraux de juger les affaires signifient que les prisons et les centres de détention sont surpeuplés et que de nombreux détenus sont placés en détention pendant de longues périodes sans procès.

17. Les progrès à long terme en matière d'objectifs de développement durable dans le pays nécessiteront une plus grande prise en compte des groupes marginalisés et une responsabilisation accrue dans les structures politiques et de gouvernance. Il y a également lieu de répondre aux besoins de justice et de réconciliation de la population, ainsi qu'aux griefs historiques (et plus récents) qui sont à la base de diverses tensions et violences intercommunautaires.

C. Démarche et action du système des Nations Unies

18. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2023-2025) convenu entre le Gouvernement sud-soudanais et l'équipe de pays des Nations Unies définit clairement l'offre collective du système des Nations Unies à l'appui des priorités nationales du pays. Il s'inspire de la Stratégie nationale de développement révisée (2021-2024) et a pour objet de soutenir les priorités nationales arrêtées dans l'Accord revitalisé. Il met également l'accent sur les liens entre les

² Le Soudan du Sud est bordé par l'Éthiopie, le Soudan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Kenya. Tous ces pays ont été ou sont menacés par l'extrémisme violent ou les conflits.

activités en matière d'aide humanitaire, de paix et de développement, comme indiqué plus en détail ci-dessous.

19. Le Plan-cadre de coopération s'articule autour de quatre priorités stratégiques qui se renforcent mutuellement : a) consolidation de la paix et gouvernance transparente, responsable et inclusive (à l'appui des objectifs 5, 16 et 17) ; b) croissance et diversification économiques durables (à l'appui des objectifs 2, 8, 9 et 13) ; c) développement social incluant la protection des plus vulnérables (à l'appui des objectifs 1, 2, 3, 4 et 6) ; et d) autonomisation des femmes et des jeunes aux fins du développement durable (à l'appui des objectifs 5, 10 et 16).

20. Le système des Nations Unies s'attache à resserrer les partenariats afin de soutenir les priorités collectives et de collaborer plus étroitement avec le Gouvernement au niveau national et au niveau des États. À cette fin, l'amélioration de la compréhension et de la gestion conjointes des risques, des analyses et des perspectives a été privilégiée.

21. Il accorde la priorité au soutien du développement durable, ultime outil de prévention de l'humanité, ce qui revient à s'attaquer aux causes profondes des conflits pour prévenir la violence, à atténuer les effets néfastes des changements climatiques tout en répondant aux besoins vitaux des plus vulnérables, et à contribuer au renforcement de la résilience et des stratégies de développement à plus long terme. La collaboration et la cohérence entre les activités de paix, d'aide humanitaire et de développement permettent de répondre aux besoins humanitaires immédiats et de réduire les risques et les vulnérabilités.

22. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires ont convenu de programmes d'action collective dans trois domaines : l'action climatique, y compris les inondations ; la sécurité alimentaire et l'agriculture ; et l'appui aux solutions durables. Ces trois initiatives sont ancrées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies et le cadre de résultats humanitaire.

23. La participation et l'autorité des femmes sont essentielles, non seulement à la réalisation de l'objectif 5, mais aussi à celle de l'ensemble des objectifs. À cet égard, l'ONU a accueilli la toute première conférence internationale sur le leadership transformationnel des femmes au Soudan du Sud, du 13 au 15 février 2023. Au total, 430 participants y ont assisté, dont trois anciennes présidentes, ainsi que des parlementaires, des ministres de l'égalité des genres et d'autres expert(e)s du même nom représentant 15 pays africains. La conférence a contribué à la signature de sept textes législatifs attendus depuis plusieurs années, notamment le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo) et le projet de loi sur le handicap et l'inclusion.

24. Pour garantir la cohérence et l'incidence, il est essentiel de renforcer la coordination avec les parties prenantes, y compris le Gouvernement au niveau national et au niveau des États, afin de réduire les doubles emplois dans le dialogue sur le développement. À cet égard, une attention particulière a été accordée aux modalités et à l'approche du Bureau la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général (Coordonnatrice résidente et Coordinatrice de l'action humanitaire), dans le but de faciliter une meilleure coordination au sein et entre les actions de développement et les actions humanitaires, y compris au niveau infranational.

25. En ce qui concerne le programme transfrontières, les hauts responsables du système des Nations Unies au Soudan du Sud et au Soudan ont coordonné l'élaboration d'un programme commun à Abyei dans le cadre des piliers de la paix, de l'aide humanitaire et du développement, afin de résoudre les conflits et de renforcer la résilience et la cohésion des communautés. Jusqu'ici, un projet conjoint a été lancé visant à promouvoir des espaces de prévention des conflits et à réduire la

vulnérabilité en Abyei (environ 2,5 millions de dollars). L'objectif global du programme conjoint est d'atténuer les conflits, de maintenir la stabilité, de favoriser la réconciliation intercommunautaire et de faciliter le retour des personnes déplacées en réduisant l'accès inéquitable, réel ou perçu, aux services de base, de créer les conditions d'un environnement inclusif pour la paix et de renforcer la résilience des femmes, des jeunes et des communautés vulnérables dans l'ensemble de l'Abyei. Le renforcement du système de coordination est en cours avec la mise en place du Bureau du (de la) coordinateur(trice) résident(e) à Abyei. L'incidence du conflit au Soudan sur ce programme conjoint est également en cours d'évaluation.

D. Voie à suivre en matière d'action et de soutien futurs de l'Organisation des Nations Unies en faveur du Soudan du Sud

26. Le système des Nations Unies pour développement au Soudan continuera à faire progresser la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération en partenariat avec le Gouvernement sud-soudanais et les partenaires des Nations Unies. Il s'agira notamment d'accorder la priorité à l'investissement dans le développement durable en tant qu'outil de prévention ultime de l'humanité, grâce à une collaboration soutenue de la part des acteurs de la paix, de l'aide humanitaire et du développement.

27. L'appui intégré, cohérent et coordonné des Nations Unies au Soudan du Sud comprendra une aide à la revitalisation du partenariat pour la paix, la résilience et le relèvement, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, l'action climatique et la lutte contre les inondations et l'appui aux solutions durables pour les personnes déplacées, en l'étendant aux endroits moins sûrs et aux zones difficiles d'accès. Tout en apportant une aide humanitaire vitale, l'ONU favorisera également la mise en place de solutions durables, la fourniture de services sociaux de base et la création de conditions propices au retour des populations déplacées.

28. L'ONU mettra l'accent sur l'instauration et le renforcement de mécanismes de coordination au niveau national et au niveau des États, dans le but d'exploiter les synergies et d'éviter les doubles emplois entre les interventions. Cela impliquera des contacts permanents en vue de renforcer la collaboration entre les parties prenantes, y compris les donateurs, le Gouvernement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

29. Enfin, le système des Nations Unies continuera à plaider en faveur de l'accès du Soudan du Sud aux ressources, à la technologie et au soutien pour investir dans les transformations nécessaires à l'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Il s'agit notamment de s'appuyer sur le rôle de rassembleur de l'ONU pour établir des partenariats multisectoriels et multiniveaux entre le Gouvernement, les partenaires de développement, les institutions régionales et le secteur privé.

E. Conclusion

30. Pour épauler les efforts visant à assurer un appui intégré, cohérent et coordonné au Sud-Soudan, la communauté internationale est encouragée à explorer des solutions communes qui placent les personnes et les communautés au premier plan, ce qui requiert un financement souple et à long terme (y compris un financement axé sur les résultats), des stratégies de communication collectives et une participation communautaire soutenue.

31. J'encourage les États Membres et les institutions financières internationales à aider le Soudan du Sud à remédier aux problèmes liés au budget et à la dette,

notamment en renforçant la gestion des finances publiques, en diversifiant l'économie pour accroître la mobilisation des recettes nationales non pétrolières et en finançant la fourniture de services de base, le développement des infrastructures et l'écosystème des données.

32. J'invite les États Membres à faire fond sur les recommandations de la Conférence internationale sur le leadership transformationnel des femmes qui s'est tenue avec succès au Soudan du Sud en février 2023 pour épauler les efforts visant à s'assurer que les femmes et les jeunes sont autonomes et qu'ils s'impliquent véritablement dans les processus politiques, sociaux et économiques et qu'ils y participent effectivement ainsi qu'à la prise de décisions, notamment à l'heure où le pays se prépare pour les élections de 2024.

33. J'engage la communauté internationale à soutenir l'élaboration d'une approche à long terme, globale et inclusive pour relever les défis énergétiques au Soudan du Sud et réussir la transition énergétique.

III. Région du Sahel

A. Contexte

Développement durable

34. Les résultats de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au Sahel ont été inégaux, avec quelques réalisations prometteuses dans certains domaines ; cependant, le contexte reste difficile. Les estimations indiquent que les progrès globaux en matière d'objectifs de développement durable se sont améliorés dans l'ensemble de la région en 2022, après un renversement de tendance en 2021. Le plus prometteur est peut-être que les niveaux de faim ont diminué de près de 10 % en 2022, selon l'indice de la faim dans le monde³.

35. La situation socioéconomique au Sahel reste cependant inégale et dynamique. Les économies sahéliennes ont consolidé la reprise de 2021 avec un produit intérieur brut (PIB) moyen estimé à 4,3 % en 2022, supérieur à la croissance de 3,3 % enregistrée après la pandémie de COVID-19 en 2021. Cette croissance devrait se consolider en 2023, pour passer de 4,36 % à 5,28 %. Cependant, la guerre en Ukraine et l'instabilité dans la région ont des répercussions sur les pays du Sahel, qui se reflètent directement sur leur PIB en 2022.

36. Au cours de la période considérée, des millions d'enfants, d'adolescentes et de jeunes femmes se sont trouvés en situation de crise dans les domaines de la nutrition, de l'éducation, de la protection et des systèmes sociaux et communautaires. C'est ainsi que la multiplication des attaques dirigées contre des écoles et des menaces de violence en 2021 et 2022 a perturbé le système éducatif, les filles constituant la majorité des plus de 12 millions d'enfants âgés de 6 à 18 ans non scolarisés au Sahel (9 millions dans le seul Sahel central), sur les 57 millions d'enfants non scolarisés dans les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

37. Malgré les améliorations de l'indice de la faim dans le monde mentionnées ci-dessus, la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est restée préoccupante dans la région du Sahel en raison des déficits pluviométriques, des effets socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et des conflits sous-régionaux. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 12,7 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire dans le Sahel

³ Le rapport 2022 sur l'indice de la faim dans le monde fait état de progrès dans la lutte contre la faim, ledit indice passant de 27 à 24,5 en 2022.

central (Burkina Faso, Mali et Niger) et quelque 9,7 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022⁴.

38. Près de 3 millions de personnes du Sahel central ont été déplacées en raison du conflit, notamment des agriculteurs, des éleveurs et des commerçants. Les attaques transfrontalières, en particulier dans la région du Liptako-Gourma, et les dynamiques politiques incertaines dans plusieurs pays empêchent la pleine réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs de l'Agenda 2063.

Situation politique et conditions de sécurité

39. En 2022, la situation politique au Sahel a continué de poser problème, notamment avec : a) des changements inconstitutionnels de gouvernement dans certains pays ; b) la réduction de l'espace civique ; et c) une insécurité accrue, avec des informations faisant état de violations des droits humains par des acteurs non étatiques dans le cadre de leurs efforts visant à étendre leurs activités du Sahel central aux pays côtiers, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

40. Néanmoins, certains pays du Sahel ont connu des évolutions positives en matière de gouvernance politique. En janvier et juillet respectivement, le Sénégal a organisé des élections locales et législatives pacifiques. En Gambie, le Gouvernement a relancé les réformes démocratiques et les processus de justice transitionnelle à la suite des élections législatives qui se sont déroulées avec succès en avril. En septembre 2022, le Gouvernement mauritanien a progressé en matière d'élections en signant un accord politique avec 24 des 25 partis politiques officiellement reconnus pour organiser des élections locales, régionales et législatives en 2023. Le Niger a progressé sur la voie du dialogue politique grâce à la participation de représentants de l'opposition à une session du Conseil national du dialogue politique tenue en septembre 2022, qui avait été boycottée par l'opposition depuis 2016.

41. Les conditions de sécurité ont continué de se détériorer dans de grandes parties du Sahel, le nombre de victimes de violence et de blessés, notamment des femmes et des enfants, augmentant.

42. La région du Liptako-Gourma reste préoccupante en raison des affrontements récurrents entre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin), affilié à Al-Qaïda, et l'État islamique du Grand Sahara pour le contrôle territorial et l'accès aux ressources. Les combats et les attaques entre groupes armés se sont intensifiés dans certaines parties du Burkina Faso et du Mali, en particulier pour le contrôle des régions transfrontalières de Gao et de Menaka. Cette situation a fait des centaines de victimes civiles et entraîné une implication accrue des groupes armés locaux au cours des derniers mois. Parallèlement, au Niger, les attaques se sont multipliées dans les régions occidentales de Tahoua et de Tillabéri. Les problèmes d'insécurité persistent dans le nord-ouest du Nigeria.

Changements climatiques

43. La région du Sahel est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques en raison des niveaux élevés de pauvreté et de dépendance à l'égard de l'agriculture. Au cours des dernières décennies, elle a connu des changements importants dans le régime des précipitations et une augmentation de la fréquence des

⁴ Centre africain d'études stratégiques, « Conflict remains the dominant driver of Africa's spiralling food crisis », 14 octobre 2022 ; PAM, « Responding to the 2022 food crisis in the Sahel: leveraging and strengthening social protection to mitigate the impact of current and future crises (Répondre à la crise alimentaire de 2022 au Sahel : tirer parti et renforcer la protection sociale pour atténuer l'incidence des crises actuelles et futures) », août 2022.

sécheresses, ce qui a eu des répercussions considérables sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de millions de personnes.

44. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les températures dans la région ont augmenté de 1,5 degré Celsius au cours du siècle dernier et devraient continuer à augmenter à l'avenir. Ce réchauffement devrait entraîner des vagues de chaleur plus fréquentes et plus graves, ainsi que des périodes de sécheresse plus longues et plus intenses.

45. En plus de ces incidences climatiques, le Sahel fait face à une série d'autres enjeux environnementaux, notamment la désertification, la déforestation et la dégradation des sols, qui exacerbent les effets des changements climatiques.

Situation humanitaire

46. En 2022, environ 31,8 millions de personnes au Sahel ont eu besoin d'une aide humanitaire et d'une protection, contre 28,7 millions en 2021⁵. Notamment, en décembre 2022, les pays couverts par la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel accueillaient quelque 10,2 millions de personnes déplacées de force. Selon les derniers chiffres disponibles du Gouvernement⁵, le Burkina Faso a connu l'une des crises de déplacement les plus rapides au monde, avec un nombre de personnes déplacées atteignant 1,8 million. Le nombre de réfugiés du Burkina Faso a continué d'augmenter, avec plus de 34 000 personnes ayant fui vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo à la fin du mois de novembre⁶.

47. Dans les pays du bassin du lac Tchad, près de 5 millions de personnes déplacées et 1,4 million de réfugiés ont été dispersés au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria en raison des violences commises par des groupes armés non étatiques⁶. Le Nigéria a enregistré près d'un million de personnes déplacées dans le nord-ouest et le centre du pays. Depuis la mi-2019, plus de 73 000 Nigériens ont fui le nord-ouest du Nigéria vers les régions de Maradi et Tahoua au Niger, dont environ 30 300 nouveaux arrivants depuis janvier 2022⁶. La région de l'Extrême-Nord du Cameroun accueille environ 385 000 personnes déplacées et près de 172 900 réfugiés, tandis que la province du Lac au Tchad accueille environ 406 570 personnes déplacées et près de 42 600 réfugiés. La violence dans le bassin du lac Tchad est perpétrée par des groupes extrémistes violents dont les actions se chevauchent avec la violence intercommunautaire entre divers groupes, y compris les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs, dans un contexte de diminution des ressources naturelles. La reprise des affrontements intercommunautaires dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a été forte en décembre 2021 mais s'est quelque peu stabilisée en 2022, ce qui a permis le retour spontané d'environ 12 600 personnes déplacées et réfugiées en 2022⁶.

48. En 2022, les pires inondations depuis des années ont touché 2,5 millions de personnes dans la région. Les fortes pluies et les inondations ont eu un effet considérable sur les vies humaines, les biens, les terres agricoles et le bétail, tuant 560 personnes, en déplaçant 438 000 et détruisant quelque 184 000 maisons⁷.

49. Les effets des changements climatiques et la guerre en Ukraine ont encore aggravé la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, ce qui a eu des répercussions sur les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés

⁵ Les chiffres relatifs à l'aide humanitaire concernent les pays suivants : Burkina Faso, Tchad, Cameroun (région de l'Extrême-Nord uniquement), Mali, Niger, Nigéria (États de Borno, Adamawa et Yobe).

⁶ Données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

⁷ Les chiffres relatifs aux inondations concernent les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun (la région de l'Extrême-Nord uniquement), Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria (États de Borno, Adamawa et Yobe), Sénégal et Tchad.

vulnérables. En juin 2022, le Gouvernement tchadien a déclaré une urgence alimentaire et nutritionnelle nationale en raison de la pire période de soudure (la période entre les récoltes qui dure de mai à août) depuis une décennie. La détérioration des moyens de subsistance a également continué à favoriser la migration du nord du Tchad, en particulier vers la Libye.

50. Au cours de la période considérée, les femmes et les jeunes ont été touchés par les conflits dans la région. Il s'agit notamment d'enfants, d'adolescentes et de jeunes femmes en proie à des crises dans les domaines de la nutrition, de l'éducation, de la protection de l'enfance, de l'eau et de l'assainissement, de la santé et des systèmes sociaux et communautaires. C'est ainsi que plus de 10,1 millions d'enfants ont eu besoin d'une aide humanitaire immédiate en 2022. La multiplication des attaques contre les écoles et des menaces de violence en 2020 et 2021 a perturbé le système éducatif. En octobre 2022, sur les 57 millions d'enfants âgés de 6 à 18 ans non scolarisés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, plus de 12 millions, dont une majorité de filles, étaient originaires du Sahel (9 millions pour le seul Sahel central). Cela est dû à la fermeture importante d'écoles (12 000 au total, dont plus de 5 000 dans le seul Sahel central).

B. Appui des Nations Unies au Sahel

51. Le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement du Sahel travaille en étroite collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), la mission politique spéciale mandatée par le Conseil de sécurité pour, entre autres, soutenir les efforts de prévention des conflits, de consolidation et de pérennisation de la paix et de médiation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il travaille également en étroite collaboration avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents qui dirigent les équipes de pays des Nations Unies dans toute la région, garantissant ainsi une approche cohérente de l'action des Nations Unies au niveau national.

52. En 2022, la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel était axée sur la fourniture de services sociaux de base, parallèlement à l'appui à la stabilité et à la restauration de l'autorité de l'État. Elle a également renforcé les partenariats entre les entités des Nations Unies au niveau national et avec les institutions sous-régionales et régionales afin d'assurer une approche mieux coordonnée dans le cadre du lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Bien que la pleine exploitation du potentiel de la stratégie intégrée ait été limitée par des facteurs économiques, politiques, humanitaires et liés à la sécurité et au développement social, des réalisations ont été notées au niveau de diverses priorités thématiques du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel. L'annexe présente une vue d'ensemble des principales activités menées et des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie intégrée pour 2022.

Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel

53. Le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel a nettement amélioré la cohérence des programmes de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et étroitement coordonné la mise en place d'une banque de projets⁸ en fonction des priorités des États Membres et des nouveaux besoins des populations et ce, en coopération avec les partenaires. Pour assurer la cohérence des programmes dans le cadre de la stratégie intégrée, le Bureau a cocréé des activités, qui ont abouti à des programmes sur : a) la résilience climatique et l'agriculture

⁸ Voir <https://unis-sahel.org/>.

durable ; b) l'offre d'énergie renouvelable pour le Sahel ; et c) la paix et la sécurité. Un programme supplémentaire sur la gouvernance et les services sociaux est en cours de parachèvement. Ces axes de travail sont parfaitement cohérents et alignés sur les trois piliers de la stratégie intégrée, les six domaines prioritaires du plan d'appui des Nations Unies, les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063. Ils présentent des liens, des synergies et des complémentarités qui se renforcent mutuellement. Pour sa part, la banque de projets de la stratégie, outil vivant qui contient actuellement 15 projets approuvés, couvre les trois piliers de la stratégie intégrée et six domaines prioritaires du plan d'appui des Nations Unies, pour une valeur approximative de 390 047 552 dollars.

54. Malgré la conjoncture économique mondiale de plus en plus difficile et la guerre en Ukraine, le Bureau a réussi à recueillir des fonds pour des projets dans la région. Il s'agit notamment, de ressources supplémentaires pour un projet conjoint des Nations Unies sur la stabilisation avec l'Autorité du Liptako-Gourma et un projet d'appui à la transition en Guinée. Le Bureau a signé trois mémorandums d'accord à l'appui de programmes relevant de la stratégie intégrée avec la Banque islamique de développement, l'Institut mondial de la croissance verte et la Singapore Corporation Enterprise, visant à faire progresser le Programme 2030 au Sahel. Le résultat global escompté met l'accent sur a) une résilience accrue aux changements climatiques dans le Sahel grâce à l'extension de la protection sociale aux groupes qui en pâtissent le plus, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes ; b) l'extension de l'agriculture intelligente face au climat aux groupes vulnérables ; c) le renforcement de la sensibilité aux conflits dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques ; et d) une cohérence accrue entre la politique et les programmes climatiques grâce à un ensemble de données partagées, afin de mieux cerner et aborder les relations entre les changements climatiques, la fragilité, les conflits et les déplacements forcés dans les zones ciblées.

55. Pour assurer le rôle central de la stratégie intégrée, sa pertinence et sa position clé aux niveaux mondial, régional et national, le Bureau a commandé des études et des travaux de recherche afin de produire des connaissances, des preuves et des données pour la région du Sahel afin d'orienter l'élaboration de politiques, de programmes et d'interventions. Ces produits de connaissance comprennent : a) *Sahel Vision Paper: Transformational Change in the Sahel – Managing Transitions* (Document sur la vision du Sahel : changement transformationnel au Sahel – gestion des transitions) ; b) *Moving from Reaction to Action: Anticipating Vulnerability Hotspots in the Sahel – A Synthesis Report from the Sahel Predictive Analytics Project in Support of the United Nations Integrated Strategy for the Sahel* (Passer de la réaction à l'action : anticiper les points chauds de vulnérabilité au Sahel – Rapport de synthèse du projet d'analyse prédictive du Sahel à l'appui de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel) ; et c) *A Narrative of the 5W Mapping of the United Nations Geographic and Operational Presence in the Sahel (2018-2020)* (Récit d'une enquête sur « qui fait quoi, où, quand et pour qui » relative à la présence géographique et opérationnelle des Nations Unies au Sahel (2018-2020)⁹.

56. Le Bureau a considérablement fait évoluer le discours sur le Sahel au-delà de la doxa dominante de la crise pour adopter un discours opérationnel sur la richesse, le potentiel et les perspectives de la région. Pour ce faire, une stratégie globale de communication et de plaidoyer a été mise en place, soulignant la voie vers la transformation, l'innovation et la prospérité de la région.

57. À ce jour, le Bureau a facilité l'intégration de la stratégie dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies du Cameroun, du Niger et du Nigéria, la stratégie

⁹ Voir <https://unis-sahel.org/reports/policy-papers-or-knowledge-products/>.

étant également intégrée dans l'analyse commune de huit pays (Cameroun, Gambie, Guinée, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad). Le Niger est le premier pays à aligner son nouveau plan de développement sur la stratégie, tandis que des travaux sont en cours pour en assurer l'intégration dans les plans de développement nationaux des autres pays qu'elle couvre. Cela met en évidence le ferme engagement et la forte adhésion des équipes de pays des Nations Unies en faveur de la stratégie, sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des gouvernements.

Dividendes de la paix et développement : instabilité politique

58. La politisation des processus de consolidation de la paix et de développement, ainsi que les restrictions de l'espace civique et des droits humains fondamentaux sont de plus en plus préoccupantes dans plusieurs pays de la région. Par conséquent, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel collabore avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, le système des Nations Unies dans la région et le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel, ainsi qu'avec les institutions gouvernementales et les communautés, afin de contribuer au rétablissement du contrat social et de l'autorité de l'État aux niveaux national et local, y compris dans les zones transfrontalières.

59. Le système des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a coopéré avec les parties prenantes et les partenaires nationaux, les organisations régionales et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts visant à rétablir l'ordre constitutionnel au Burkina Faso, en Guinée et au Mali.

60. Parallèlement, dans le cadre de ses actions d'appui à la transition politique en Guinée, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a favorisé l'intégration d'éléments relatifs aux droits humains dans les résolutions et recommandations du dialogue politique inclusif et souverain et de la réconciliation nationale. Cela s'est fait par la mise en œuvre des recommandations du forum national sur les droits de l'homme organisé en avril 2022 par le gouvernement et à la suite de consultations avec les dirigeants sociopolitiques au niveau local. Au Tchad, où la transition politique et institutionnelle s'est poursuivie, le PNUD, le FNUAP et le HCDH ont soutenu le dialogue national inclusif et souverain, une étape clé de la transition, afin de promouvoir une plus grande ouverture et une plus grande conformité avec les normes internationales en matière de droits humains.

Prévention et résilience

61. Dans le cadre de ses initiatives en faveur du renforcement de la résilience au Sahel au titre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, le système des Nations Unies a recouru à une approche plus innovante pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation des jeunes et aidé à améliorer les relations transfrontalières et la cohésion sociale au sein des communautés, ainsi qu'à assurer la stabilisation, la promotion et la protection des droits de l'homme, l'accès à la justice et le respect de l'état de droit. Le Fonds pour la consolidation de la paix a joué un rôle déterminant dans la concrétisation de cette vision. Dans le cadre d'un projet commun des Nations Unies dans la région du Liptako-Gourma, les entités, fonds et programmes des Nations Unies ont mis en œuvre des activités sur a) la promotion de la coopération transfrontalière pour la stabilité et le développement ; b) la prévention et le règlement des conflits, de l'extrémisme violent et de la criminalité ; et c) la promotion de l'accès à la justice, des droits humains et de l'état de droit au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

62. Les entités des Nations Unies ont également continué à soutenir les efforts des autorités pour prévenir l'extrémisme violent au Sahel en apportant un appui aux ministères des affaires religieuses, du culte et des coutumes pour l'élaboration d'une stratégie de communication destinée à endiguer l'extrémisme au sein des populations, à la mise en œuvre du cadre de concertation des acteurs religieux organisés et à l'adoption d'un guide des sermons. Les groupes ciblés sont les réseaux de chefs religieux, hommes et femmes, les jeunes militant(e)s pour la paix et les autorités locales qui sont des acteurs clés de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.

63. La prévention fondée sur un développement durable inclusif reste l'approche la plus efficace pour lutter contre le terrorisme au Sahel. En s'attaquant à ses causes profondes et multiples, on obtient des résultats plus tangibles et plus durables. Des solutions multidimensionnelles mises en œuvre dans le cadre d'une approche qui mobilise l'ensemble de la société sont nécessaires. À cet égard, le Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, coordonné par le Bureau de lutte contre le terrorisme, a apporté aux pays du Sahel un soutien efficace, rentable et durable en matière de renforcement des capacités dans divers domaines. Ceux visés comprennent la lutte contre les déplacements des terroristes grâce à l'utilisation des données relatives aux passagers, la sécurité et la gestion des frontières, la prévention des enlèvements contre rançon dans le cadre de son Programme mondial d'enquêtes antiterroristes, l'action parlementaire et la poursuite, la réhabilitation et la réintégration des personnes associées à des groupes terroristes.

64. En 2022, les entités des Nations Unies ont mis en œuvre trois projets conjoints, notamment des services multisectoriels de lutte contre la violence fondée sur le genre, de prévention et de protection, qui permettent de sauver des vies grâce à une approche centrée sur les survivant(e)s. Quelque 2 150 femmes ont été formées aux petits métiers, à l'esprit d'entreprise, à la promotion des droits et de l'autonomie des femmes, à l'égalité des genres et à l'encadrement féminin.

Changements climatiques

65. Le système des Nations Unies collaborent avec les gouvernements de la région du Sahel à l'élaboration de plans d'adaptation nationaux et à la prise en compte des considérations relatives aux changements climatiques dans la planification du développement. Le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a fourni un soutien technique aux pays de la région et contribué au renforcement de leurs capacités d'élaboration et de mise en œuvre de ces plans.

66. Le PNUD a aidé les pays, y compris ceux du Sahel, à faire en sorte que leurs contributions déterminées au niveau national soient plus solides d'un point de vue technique. Cette assistance comprend notamment le renforcement des objectifs d'atténuation fixés, l'amélioration de la résilience aux changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets et la communication de leurs actions afin d'instaurer la confiance et de favoriser une mise en œuvre efficace.

67. En outre, le système des Nations Unies appuie les efforts visant à améliorer la collecte et l'analyse des données climatiques dans le Sahel. C'est ainsi que l'Organisation météorologique mondiale collabore avec les organismes météorologiques nationaux pour améliorer les prévisions météorologiques et les services climatiques dans la région.

Cadres de coordination au Sahel

68. La treizième réunion du Comité directeur de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel s'est tenue à N'Djamena les 5 et 6 mai 2022, sous la coprésidence du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et de l'Administratrice assistante, Sous-Secrétaire générale et Directrice régionale du Bureau pour l'Afrique du PNUD. Les participants se sont penchés sur la collaboration du système des Nations Unies dans les pays en transition, sur les effets des sanctions de la CEDEAO sur le Mali et sur les incidences du contexte géopolitique sur la région du Sahel. Le Comité a convenu de donner la priorité aux domaines stratégiques suivants en tant qu'accélérateurs de développement pour la région : a) l'eau ; b) la gouvernance et c) l'industrialisation.

69. En ce qui concerne l'eau, le Comité directeur, lors de sa treizième réunion, a chargé le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel ainsi que les coprésidents de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel de diriger l'élaboration et l'adoption d'un plan d'action régional axé sur l'eau au Sahel, comprenant : a) l'amélioration et la protection des infrastructures d'approvisionnement en eau ; b) le soutien aux États pour la gouvernance de l'eau à tous les niveaux ; et c) l'élargissement des partenariats en vue de la création d'une plateforme numérique fondée sur la connaissance.

70. Pour ce qui est de la gouvernance, le Comité directeur a de nouveau insisté sur le caractère central de la bonne gouvernance, du respect, de la protection et de la promotion des droits humains et de l'état de droit en tant que conditions préalables au développement durable, à la paix et à la réponse aux attentes de la population. La gouvernance des transitions doit englober les processus politiques, y compris les aspects démocratiques et démographiques.

71. À propos de l'industrialisation, il a été convenu de a) renforcer la promotion des industries créées et dirigées par les jeunes et les femmes dans la région ; b) soutenir l'industrialisation inclusive et durable des pays du Sahel par l'élaboration de politiques et de stratégies industrielles, et de projets de transformation (parcs industriels et agropoles) ; c) mobiliser les gouvernements, le secteur privé et les partenaires de développement pour financer le développement industriel, dans le cadre du Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique, tenu à Niamey du 20 au 25 novembre 2022 ; et d) s'appuyer sur des initiatives clés telles que l'initiative « 1 000 villages numériques » de l'Union africaine et la création d'agropoles pour renforcer les capacités des communautés grâce à l'intégration des technologies de l'information et des communications et de l'industrialisation, respectivement.

72. Le Comité directeur a également souligné l'importance d'une approche multisectorielle de ces priorités, en tenant compte de leurs incidences connexes. Le Comité a affirmé qu'il importait de soutenir les gouvernements de transition au Sahel pour qu'ils reprennent le chemin de la démocratie au profit de la population, consolident les acquis du développement durable et veillent à ce que les populations vulnérables soient protégées et que des investissements adéquats soient réalisés pour la fourniture de services humanitaires et de services sociaux de base.

Perspectives pour les travaux futurs

73. Un soutien intégré, cohérent et coordonné à la région du Sahel sera guidé par les principes suivants pour une région pacifique et prospère : a) un sentiment d'urgence ; b) l'échelle ; c) les liens entre la paix, le développement et l'aide humanitaire dans la programmation ; et d) une culture de l'anticipation.

74. Cela impliquera une collaboration étroite avec les gouvernements du Sahel et des États côtiers adjacents, ainsi qu'avec les organisations régionales, notamment la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine, l'Autorité du Liptako-Gourma, la Commission du bassin du lac Tchad, l'Union du fleuve Mano et le Groupe des cinq pour le Sahel, pour trouver des solutions. La collaboration et les partenariats stratégiques seront intensifiés, notamment avec les envoyés spéciaux au Sahel, le secteur privé, les fondations, la société civile et d'autres acteurs influents qui manifestent un vif intérêt à conjuguer leurs efforts pour mettre en œuvre la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

75. Le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel accordera une attention toute particulière à l'élargissement de la banque de projets de la stratégie, qui comprend actuellement des programmes d'un montant total de 390 millions de dollars. Le Bureau consolidera la thèse de l'investissement, collaborera avec les banques multilatérales de développement avec lesquelles des mémorandums d'accord auront été signés et prendra des mesures pour attirer des investisseurs potentiels.

76. Une attention particulière sera portée également à l'accélération et à l'intensification des efforts de mobilisation des ressources et d'investissement dans la région en tirant parti du partenariat du système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel, avec la Banque islamique de développement, à l'appui des programmes relevant de la stratégie intégrée. De même, les mémorandums d'accord signés avec l'Institut mondial de la croissance verte et le Gouvernement de Singapour offriront des possibilités de croissance et de développement, axées sur l'énergie et le climat, ainsi que sur l'eau, la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités.

77. Le Bureau continuera à soutenir les programmes en faveur de la jeunesse visant à encourager l'innovation, à renforcer les capacités et à prévenir l'exode des jeunes talents sahéliens dans le cadre l'initiative Génération sans limites et de YouthConnekt Sahel.

78. Le Bureau renforcera son appui aux équipes de pays des Nations Unies en continuant d'incorporer la stratégie intégrée dans les partenariats et les cadres régionaux et nationaux, y compris les plans de développement nationaux, les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les descriptifs de programmes de pays des entités des Nations Unies, ainsi que dans les cadres régionaux du Groupe des cinq pour le Sahel, de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Autorité du Liptako-Gourma.

79. Le Bureau développera également la communication stratégique sur le développement au Sahel, en s'inspirant de la vision de la région fondée sur les perspectives qui s'offrent, par le biais du bulletin d'information et du site web de la stratégie intégrée, en mettant fortement l'accent sur les médias sociaux et le positionnement stratégique dans les forums nationaux, régionaux et internationaux. Le Bureau collaborera davantage avec les populations du Sahel, en particulier les jeunes et les femmes, dans le cadre d'une série de « conversations sur le Sahel » avec de multiples parties prenantes.

80. Le système des Nations Unies coopérera également avec les parties prenantes au titre du déploiement des « accélérateurs » recensés lors de la treizième réunion du Comité directeur, à savoir l'eau, la gouvernance et l'industrialisation, y compris la concrétisation en cours des liens entre l'aide humanitaire, le développement, la paix et la sécurité, ainsi que l'achèvement des projets de programmes sur les services

sociaux résilients et la gouvernance et une mise en œuvre accélérée de la nouvelle offre du pilier de la stratégie relatif à la paix et à la sécurité.

C. Recommandations

81. Un soutien intégré, cohérent et coordonné à des fins de développement durable, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix reste impératif au Sahel.

82. Les entités des Nations Unies continueront à renforcer la coordination et la cohérence, notamment par le truchement des plans-cadres de coopération, qui constituent la plateforme de collaboration par défaut entre les Nations Unies et les États Membres. Elles soutiendront les approches de développement communautaires qui assurent les transitions nécessaires permettant d'accélérer les progrès en matière de développement dans le cadre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. D'autres travaux seront menés pour renforcer les mécanismes de responsabilité mutuelle et de transparence, ainsi que l'utilisation d'approches communautaires générales qui garantissent à la fois la participation et la prise en compte des besoins des groupes cibles, ainsi que leur viabilité.

83. J'appelle la communauté internationale à intensifier la mobilisation des ressources d'investissement dans les transitions nécessaires à l'accélération du développement durable au Sahel. Il s'agit notamment de faire progresser les transitions énergétiques justes, de transformer les systèmes alimentaires et de remodeler l'éducation. Il s'agit également de réaliser des investissements pour remédier aux inégalités économiques et de genre, au manque d'accès aux services de base, à l'instabilité politique, au terrorisme, à l'extrémisme violent, à la situation des droits humains, à l'urgence climatique, y compris les systèmes d'alerte précoce, et de tenir notamment compte de la nécessité de disposer d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques.

Annexe

Principales activités et réalisations des entités des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel à l'horizon 2022

Paix et développement

1. Dans le cadre du projet conjoint des Nations Unies dans la région du Liptako-Gourma, le système des Nations Unies a mis en œuvre des activités à l'aide d'une approche intégrée destinée à favoriser la coopération transfrontalière pour la stabilité et le développement ; à assurer la prévention et le règlement des conflits ; à combattre l'extrémisme violent et la criminalité ; et à promouvoir l'accès à la justice, les droits humains et l'état de droit au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Des centaines de parties prenantes régionales et locales dans les pays susmentionnés ont été sensibilisées aux mécanismes locaux permettant d'améliorer l'accès à la justice pour les victimes. Plus de 300 participants, dont 42 % de femmes, ont été impliqués dans les zones transfrontalières, ce à quoi s'est ajoutée l'autonomisation de 104 membres de la communauté, des autorités locales, des organisations de la société civile et des organisations de femmes.

2. Au Burkina Faso, un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) visant à contribuer à la promotion et à la protection de jeunes artisans de la paix et des défenseurs des droits humains a permis d'engager 500 défenseurs de ces droits dans la région du Sahel, de l'est et du nord du Burkina Faso, dans la prévention des conflits et par ailleurs de dispenser une formation sur les résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2250 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Ces initiatives de renforcement des capacités et de sensibilisation par l'intermédiaire de la radio locale et de tables rondes ont contribué à accroître la confiance entre les jeunes défenseurs et les forces de l'ordre (policiers et gendarmes), ainsi que les autorités religieuses et coutumières. Ce rapprochement intergénérationnel a également eu un effet positif sur la cohésion sociale.

3. Au Tchad, où la transition politique se poursuit, le PNUD, le FNUAP et le HCDH ont plaidé en faveur d'un dialogue national sans exclusive, étape clé de la transition, et se sont engagés à promouvoir son caractère inclusif et son alignement sur les normes internationales en matière de droits de l'homme. Le soutien logistique et technique apporté à la tenue du dialogue national a permis d'assurer la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Cela a abouti à des recommandations sur la promotion et la protection des droits humains et le rétablissement de la bonne gouvernance, de la justice et de la vérité, ainsi que sur la réforme de l'armée. Un soutien technique a permis de rendre opérationnelle la commission chargée de la vérification de la légalité des détentions, et toutes les manifestations ont été surveillées par des experts nationaux et internationaux des droits humains.

Gouvernance

4. En ce qui concerne le renforcement de la coopération transfrontalière et régionale pour la stabilité et le développement, y compris la jeunesse, le système des Nations Unies a contribué à la formation de près de 1 370 jeunes (944 jeunes hommes et 426 jeunes femmes) déscolarisés au Burkina Faso, au Mali et au Niger sur les compétences transversales (y compris les compétences entrepreneuriales et numériques) en 2022. Dans le même ordre d'idées, il a organisé trois camps de jeunes à Mopti, au Mali, à Ouagadougou et à Niamey, auxquels ont participé environ 101

jeunes femmes et hommes. Les jeunes disposaient des connaissances nécessaires pour se servir de la plateforme de formation élaborée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'intention de leurs communautés.

5. Pour ce qui est de l'autonomisation des femmes, en collaboration avec d'autres entités et partenaires des Nations Unies, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a mis à l'essai plusieurs innovations tenant compte des questions de genre et faisant appel au marché afin de renforcer la résilience des femmes rurales au Sahel. Au Sénégal, dans le cadre de son programme intitulé « Approches transformatrices pour la reconnaissance, la réduction et la redistribution des prestations de soins non rémunérés dans l'autonomisation économique des femmes », ONU-Femmes a collaboré avec l'Agence nationale pour la couverture sanitaire universelle afin d'adapter ses services aux besoins des femmes rurales et de faciliter leur accès à un système de protection sociale pour mieux redistribuer leurs prestations de soins et faire face à leurs risques de perte de revenus. Grâce à la sensibilisation et au renforcement des capacités, 900 femmes membres du Réseau des agricultrices du Nord ont souscrit pour la première fois à une assurance maladie pour elles-mêmes et leurs ménages, ce qui a permis de toucher près de 7 000 personnes.

6. Au sujet du renforcement des capacités institutionnelles pour l'engagement citoyen et la lutte contre la corruption, au Mali, le système des Nations Unies a continué à soutenir le Ministère de la réforme de l'État chargé des relations avec les institutions pour l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption. La version définitive d'un document de diagnostic sur la corruption a été établie en septembre et le projet de stratégie validé. Un soutien a également été apporté à la société civile pour qu'elle soit mieux à même de surveiller les cas de corruption et les violations des droits humains. Un réseau de personnes référentes et d'organisations de la société civile a été mis en place dans 22 cercles au Mali. Une application et une plateforme web appelée Kenekanko ont également été mises au point pour permettre aux personnes de signaler des faits qui sont ensuite confirmés par des organisations partenaires et transmis aux autorités compétentes de l'État aux fins de réparation. Depuis le lancement du projet, plus de 500 alertes ont déjà été signalées et traitées par les organisations partenaires.

7. À propos de l'état de droit, au Mali, le système des Nations Unies, en collaboration avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, a continué à fournir un appui stratégique au Commissaire chargé de la réforme du secteur de la sécurité et au Ministère de la justice et des droits de l'homme afin de surveiller la mise en œuvre des politiques des secteurs de la sécurité et de la justice. Le Ministère a bénéficié d'un soutien en matière de communication institutionnelle grâce au renforcement technique et logistique de son unité de communication, à l'élaboration d'une stratégie de communication et à la formation à la communication de 116 membres du personnel judiciaire et pénitentiaire. Le soutien consistait notamment à renforcer la présence et l'efficacité des acteurs de la sécurité et de la justice grâce à des infrastructures et à des travaux de construction ou de réfection destinés aux acteurs de la sécurité et de la justice dans les cercles de Nara, Macina, Yorosso et Koro. S'agissant des droits humains et de la justice transitionnelle, le programme a également continué à fournir un appui technique et logistique aux bureaux régionaux de la Commission nationale des droits de l'homme situés à Gao, Mopti, Ségou, Sikasso et Kayes afin de renforcer le contrôle des lieux de détention et la mise en place d'un réseau d'organisations partenaires de la société civile.

Résilience

8. Suite à l'accord du Comité directeur de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en 2021, 11 entités des Nations Unies (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), HCDH, UNESCO, FNUAP, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ONU-Femmes, Programme des Volontaires des Nations Unies, Organisation mondiale de la Santé, UNICEF, PNUD et PAM) ont conçu conjointement une nouvelle offre de programmes de stratégie intégrée sur les services sociaux résilients sous la direction commune de l'UNICEF, du PAM et de la FAO en 2022. L'offre couvre cinq secteurs sociaux essentiels : a) des services de soins de santé primaires résilients ; b) des services d'éducation résilients ; c) une gamme de protection ; d) une gamme de soins nutritionnels ; et e) une gouvernance tenant compte des risques.

9. En ce qui concerne le renforcement des systèmes et services de santé résilients, en 2022, l'UNICEF a raccordé 50 centres de santé et plus de 200 écoles à des systèmes d'eau à énergie solaire nouvellement construits dans 11 régions ciblées par des initiatives de résilience au Mali, en Mauritanie et au Niger. L'UNICEF a également mobilisé le centre technique régional solaire pour fournir une assistance technique aux hôpitaux et aux établissements de soins de santé, notamment en examinant la conception des systèmes d'approvisionnement en eau à l'énergie solaire des hôpitaux et des établissements de soins de santé et en procédant aux évaluations de ces systèmes sur place dans les hôpitaux. Au Niger et au Nigéria, l'UNICEF a contribué à la surveillance régionale du choléra et aux alertes nationales au cours de la période considérée.

10. Au sujet du renforcement des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, les entités, fonds et programmes des Nations Unies ont fait des progrès en ce qui concerne l'accès des enfants et des communautés dans les pays du Sahel à des services durables d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Au total, 253 856 personnes supplémentaires, dont 35 540 enfants de moins de 5 ans, ont accès à des sources d'eau améliorées et durables, que ce soit dans le cadre du développement ou de l'aide humanitaire. Le bureau de pays de l'UNICEF en Guinée a permis à 174 714 personnes dans des contextes de développement et à 79 142 personnes dans des situations humanitaires d'avoir accès à des installations d'eau potable sûres et durables. En outre, 129 388 personnes en situation humanitaire, dont 18 114 personnes handicapées, ont eu accès à des installations d'eau temporaires grâce à l'acheminement d'eau par camion et à la distribution de trousseaux de traitement de l'eau.

11. Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont privilégié la mise en place d'infrastructures hydrauliques en 2022. Le projet « 1 million de citernes pour le Sahel », approche intégrée de gestion de l'eau de pluie pour l'agriculture et la protection sociale, a été mis en œuvre au Sahel par la FAO et ses partenaires tout au long de la période à l'étude. La FAO a entamé la construction de 152 citernes dans la région du Sahel pour l'agriculture et les usages domestiques. Cela a beaucoup contribué à améliorer la quantité et la qualité des récoltes de légumes dans les zones arides, tout en renforçant la résilience des communautés bénéficiaires. Par ailleurs, au Mali, en Mauritanie et au Niger, l'UNICEF a installé 273 systèmes d'adduction d'eau résilients face aux changements climatiques, qui ont desservi plus de 330 000 personnes.